

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

24 FÉVRIER
AU 2 MARS 1994

N° 946

10,00 F

BALLADUR - ROCARD BLANC BONNET ET BONNET BLANC

DE PRIME ABORD, les obsèques d'Houphouët-Boigny et la situation sociale en France ne semblent avoir que peu de rapports. Et pourtant...

Vous les avez tous vu accourir à Yamoussoukro, Mitterrand et Giscard, Balladur, Chirac, Mauroy, Fabius, Cresson, Rocard, les ministres d'aujourd'hui et ceux d'hier, et même d'avant-hier comme Mesmer, défilant à la queue-leu-leu devant la dépouille de cette grande fripouille mégalomane.

Ils étaient là en service commandé, ceux de « gauche » comme ceux de « droite », pour pérenniser, sur la terre d'Afrique, la « présence française », c'est-à-dire,

bien entendu, celle de l'Etat et du Capital. Au-delà de l'anecdote, cette union sacrée à Yamoussoukro n'est que la manifestation publique d'une réalité profonde, celle de l'accord qui existe, à Paris, entre la « droite » et la « gauche », sur les problèmes essentiels.

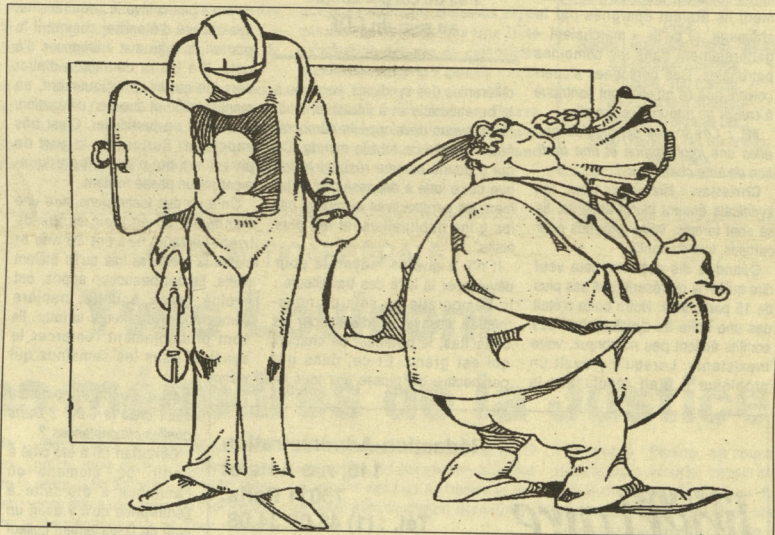
Certes, les uns et les autres peuvent se livrer à toutes les surenchères quand ils se trouvent dans l'opposition. Bien sûr, les différents clans du personnel politique peuvent ergoter sur les virgules de l'accord de Maastricht, sur le montant des subventions (qu'ils accordent tous) aux écoles de curés. Ils peuvent se bousculer pour le partage des bons fromages de la République. Mais dès qu'il s'agit des grands intérêts économiques dans l'Hexagone et dans le monde, des relations internationales, des zones d'influence, des atouts stratégiques à préserver, bref, quand il s'agit des intérêts vitaux communs à toutes les composantes de la classe dominante, l'unanimité devient de rigueur. C'est ce qui explique, en particulier, que la cohabitation soit aisée, en matière de politique internationale, entre un Balladur et un Mitterrand qui conserve ses prérogatives dans ce domaine.

C'est ce qui explique aussi la remarquable continuité des politiques économique et sociale qui ne manque pas de frapper le citoyen le moins observateur et qui a fait dire à Pinay et à Barre qu'ils n'auraient pas gouverné autrement que Bérégovoy.

A propos du chômage, par exemple, Balladur veut faire croire qu'il agit, qu'il innove. Il sait bien qu'on ne peut « abolir » le chômage qu'en abolissant le capitalisme, ce qui n'est pas à son programme, ni à celui de la « gauche ». Alors, il ressort quelques gadgets que la « gauche » n'a pas eu le temps d'utiliser.

Il en est ainsi de ce dernier projet de loi sur la « participation » qui prévoit pour les salariés fatigués la possibilité d'ouvrir un « compte épargne-temps » en accumulant des congés non pris, des primes diverses, des treizièmes mois. Les intéressés

(suite p. 3)



LICENCIEMENTS CHEZ CEG-ALSTHOM

« Nous sommes dehors mais debout ! »

Quatre-vingt-cinq employé(e)s d'Alsthom-Villeurbanne ont reçu leur lettre de licenciement le 2 février.

C'est sans doute un fait tellement banal que cela n'a même plus besoin de faire l'objet d'un commentaire dans la presse locale.

La passivité du monde du travail est bien réelle face au rouleau compresseur capitaliste et étatique. Mais prenons garde. Ces « nouveaux » chômeurs et « nouvelles » chômeuses ne sont pas aussi

résigné(e)s que cela. Pendant trois mois, celles et ceux d'Alsthom-Villeurbanne ont montré une telle détermination dans leur rejet des plans de restructuration qu'aujourd'hui même, alors qu'ils sont en situation de licenciement, la conscience qu'ils ont de subir une injustice, le sentiment de révolte qui en découle mais aussi la lucidité de leur analyse sur les finalités de cette société devrait en faire réfléchir plus d'un. Et les libertaires seraient bien inspirés d'être à la hauteur des potentialités qui se font jour.

Le Monde libertaire : Pouvez-vous nous présenter votre entreprise ?

Christian : CEG-Alsthom-Villeurbanne est une entreprise qui était chargée du développement de l'électronique de traction. Nous étions concepteurs et fabricants de l'électronique du TGV, des métros,

des tramways. Nous avons donc une vocation liée aux transports collectifs. Aujourd'hui, avec la restructuration, nous perdons une partie de cette vocation et du coup pas mal de copains.

ML : Combien de personnes travaillent à Villeurbanne ?

Christian : Hier, 649 personnes.

Mais aujourd'hui les lettres de licenciement commencent à tomber. Il y a 85 licenciements en cours et 45 mutations sont prévues sur Tarbes.

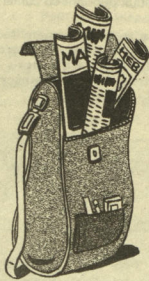
ML : Le chiffre d'affaire de CEG-Alsthom, c'est quoi ?

Christian : C'est assez scandaleux. En 1993, c'est 7 milliards de

(suite p. 2)

« Le Monde libertaire »
dans les écoles
du 28 mars au 2 avril

5^e
28 mars - 2 avril 1994
Semaine
de la Presse
dans l'École



5015, rue de la République
107 107 Paris 10ème
01 42 50 00 00
01 42 50 00 00



5015, rue de la République
107 107 Paris 10ème
01 42 50 00 00
01 42 50 00 00

T 2137 - 946 - 10.00 F



Fop 2520

« Nous sommes dehors mais debout ! »

(suite de la « Une »)
francs de bénéfices ! Et on nous demande de faire des sacrifices, de partager le temps de travail pour que d'autres puissent travailler. Mais l'argent est là. C'est toujours le fric qui commande et c'est lui qui nous détruit !

Manuel : Je voudrais dire que ce conflit concerne essentiellement des techniciens et des ingénieurs. La crise du capitalisme, qui dure depuis des années, a touché les ouvriers, mais cela commence à concerner des cadres, des ingénieurs et techniciens. Sur les 130 personnes visées par le plan « social » actuel, il y a les trois-quarts d'entre eux qui sont ingénieurs et techniciens. Il va être intéressant de voir comment ces personnels vont évoluer dans les luttes sociales, alors qu'habituellement ils étaient épargnés par le chômage, et qu'ils « marchaient » généralement dans les combines patronales. Ces personnes s'aperçoivent que ce qu'elles ont contribué à casser se retourne contre elles.

ML : Les forces syndicales ont-elles une implantation et une tradition de lutte chez vous ?

Christian : Historiquement, les syndicats étaient plutôt absents. Ils se sont formés, voire reformés pour certains, lors du conflit.

Quand je dis absents, cela veut dire qu'ils ne représentaient pas plus de 15 personnes. Notre boîte n'était pas une boîte de syndicalistes. Les conflits étaient peu nombreux, voire inexistant. Lorsqu'il y avait un problème il était résolu par la

négociation. Il n'y avait pas de luttes.

Aujourd'hui, face à la barbarie, nous avons besoin d'une structure qui soit forte. Il y a une conscience qui prend place et qui dit que seul on ne peut rien faire. Il faut opposer une force à une force brutale. Il fallait une structure. Les syndicats ? Manuel est mieux placé que moi pour en parler.

Manuel : Il y a Pédro qui veut parler d'abord !

Pédro : Je n'ai rien à dire à propos des syndicats. La spécificité de notre lutte est d'avoir créé un Comité de défense de l'emploi (CDE), avec des méthodes bien

travailleurs de ce pays, afin de faire halte à la politique de casse, à la politique anti-travailleurs.

Manuel : Pour revenir sur les syndicats. Il y avait la CGT et la CFDT, qui au début du conflit représentaient à peu près 15 personnes. Nous étions donc dans un désert syndical très grand, avec à peine la moitié de délégués prévus par la loi. Le CDE est né de la carence des syndicats. Et le peu de syndicalistes qu'il y avait ont combattu le CDE, dès sa création.

Le CDE regroupait tous les non-syndiqués et quelques syndiqués voulant faire quelque chose de vivant, de démocratique, d'autonome, pour mener la lutte à son terme et non la casser en pleine dynamique.

La chose positive du CDE, c'est qu'il n'a pas cultivé le corporatisme. Il a essayé d'étendre, comme il le pouvait, la lutte aux entreprises d'à côté. Il a fait la démarche d'aller vers les autres, physiquement, en manifestation et aussi en délégation. Chez RVI en particulier. C'est très important. Surtout de la part de personnes qui n'avaient pratiquement aucun passé militant.

On a vu des techniciens faire une manifestation en plein centre de Lyon. Certains avaient 30 ans et c'était la première fois qu'ils étaient actifs. Ils ont beaucoup appris, ont évolué grâce à cette manière démocratique de mener la lutte. Ils vont probablement renforcer le syndicat dans les semaines qui viennent.

ML : Quand et comment s'est créé le CDE ? Dans quelles circonstances ?

Christian : Il a été créé à partir du moment où l'annonce a été faite à l'entreprise qu'il y avait un plan de licenciement collectif en cours. C'est-à-dire, il y a trois mois. Et comme il s'agit d'un personnel formé et informé, en capacité de comprendre l'organisation de la production, les gens n'ont pas compris et ne comprennent toujours pas la justification de ce plan vu la charge de travail de l'entreprise. Il y a du travail à faire, pour une longue période. Et on met 85 personnes à la rue ! Il faut savoir que notre « service des ressources humaines »

est capable de mettre à la rue une femme de vingt-six ans avec deux enfants de moins de quatre ans ! C'est de l'injustice ! De la révolte ! Ce n'est pas possible ! C'est barbare !

ML : Pouvez-vous nous expliquer comment fonctionne le CDE ? Comment il a fait pour s'organiser et définir son action ?

Manuel : Le CDE regroupait tous les non-syndiqués, majoritaires dans l'entreprise. En fait, y a adhéré toutes celles et tous ceux qui étaient combattifs. Nous nous réunissions tous les mardis et jeudis, en assemblée générale et en démocratie directe. Il n'y avait pas besoin d'élections, ni de bureau. Il y avait des gens responsables, nommés par commission qui s'occupaient, par exemple, de la presse, ou de faire des banderoles, ou encore de préparer des tracts... Une organisation de démocratie directe, faite par la base. C'est le premier aspect. Et je pense que le syndicalisme a besoin aujourd'hui de se réapprentissage, parce que les bureaucrates syndicaux, eux, par contre savent faire une chose : lancer des mots d'ordre, suivis ou pas, peu importe. L'essentiel étant pour eux de pouvoir dire : la CGT a fait ceci, la CFDT a fait cela...

Tout ça nous l'avons laissé de côté. Les syndicats CGT et CFDT ont été obligés de suivre, malgré eux, le mouvement lancé par la base.

Les actions concrètes que nous avons menées ont été : le blocage du TVG en gare de Lyon-Part-Dieu (trois ou quatre fois) et la séquestration de notre patron. Tout cela a été médiatisé. Et puis il y a eu des grèves dans l'entreprise, pas tous les jours, mais suivies de façon très

Christian : Ça me paraît assez clair. C'est vrai qu'aujourd'hui nous sommes pas mal à être dehors, mais nous sommes pas mal à être dehors debout ! Il y a une conscience qui a pris corps dans l'entreprise grâce au CDE, c'est-à-dire grâce aux hommes et aux femmes qui l'ont construit. C'est quelque chose qui est aujourd'hui indestructible dans cette entreprise, et demain ils devront faire avec.

Aujourd'hui, le combat est interrompu. Il n'est pas perdu ni fini. Nous avons d'autres actions prévues. Nous sommes victimes d'une injustice, nous allons le faire savoir, nous allons nous défendre.

ML : Pouvez-vous préciser le nombre de personnes qui ont agi dans le CDE ?

Christian : C'est variable. En moyenne entre 150 et 200 personnes, selon les moments. Mais nous n'avons jamais vraiment compté. Sur la fin, il y avait moins de monde parce que les gens avaient peur. On peut même dire qu'ils étaient terrifiés par les mesures de représailles qui ont été appliquées par notre direction. La barbarie, c'est elle.

Manuel : La répression, ce n'est jamais très agréable quand cela vous tombe dessus. Cinq personnes ont été licenciées pour « faute lourde ». J'en fait partie. En tout cas, il y a au moins une chose que la répression fait : elle conscientise des couches de population. Et les techniciens et ingénieurs ne pensaient pas que cela pourrait leur arriver. Ils ne s'y attendaient pas, et ont été très touchés par ces mesures répressives. Au départ, ils n'étaient pas très conscients de ce qu'était le capitalisme. Aujourd'hui, c'est différent.

Entendre un ingénieur dire : « Il faudrait peut-être construire une société où l'argent passe après l'homme qui est le pôle central », alors qu'il y a un an il tenait des propos anti-syndicalistes, ça fait quelque chose. Je l'ai entendu tenir les deux discours. Voyez l'évolution. Aujourd'hui, il dégueule les discours du type « c'est le capital qui crée des emplois ». C'est un des aspects tout ce qu'il y a de plus fort, et cela s'est produit pendant ce conflit.

(Suite au prochain numéro de l'interview réalisée le mercredi 2 février lors de l'émission « Idées Nôires » - Radio Libertaire-Lyon, et retranscrite par Bernard - gr. Déjacque.)

Pas de corporatisme au sein du CDE

différentes des syndicats, habitués à la bureaucratie et à l'autoritarisme. Nous avons développé la démocratie, l'initiative de tout le monde. Ce qui a donné comme résultat le fait que notre lutte a dépassé complètement les perspectives avancées par les gens habituellement les plus actifs.

Il n'y a que ce moyen-là pour développer la lutte des travailleurs : la démocratie au sein de nous-mêmes, essayer de développer les capacités, le potentiel de chacun, qui est grand. Et ce, dans une perspective qui puisse unir tous les

L'histoire médiatisée au grand dam de la direction

majoritaire. Il y a eu aussi une manifestation unitaire à Paris de tous les personnels d'Alsthom-France.

Pédro : Je voudrais insister sur l'aspect médiatique de la chose. Les bureaucrates aiment bien un conflit circonscrit à la boîte, et qui s'épuise là-dessus. Ce qui au fond sert le patron parce que les gens perdent beaucoup de sous et se fatiguent à la longue.

Ce qui les a vraiment fait chier, excusez l'expression, à la direction d'Alsthom, c'est qu'on a médiatisé au maximum cette histoire. Les gens n'ont pas perdu beaucoup d'argent en des grèves épuisantes, parce que nous avions compris que ce n'était pas 650 « pélos » qui allaient arrêter l'offensive patronale en France. Il faut que tous les salariés se mettent d'accord. Il faut mettre un million de personnes dans la rue pendant quinze jours. Vous verrez alors qu'on va trouver les moyens d'arrêter cette politique de merde.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Route 205 - La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

L'UNION RÉGIONALE
PARISIENNE
DE LA
FÉDÉRATION ANARCHISTE
TIENT
UNE PERMANENCE
CHAQUE SAMEDI
DE 14 H A 18 H
AU 145, RUE AMELOT
(M^o OBERKAMPF),
75011 PARIS.

RENDEZ-VOUS

CHELLES
Le groupe Sacco et Vanzetti de la FA vous invite le samedi 26 février à 20 h 30 à une réunion-débat au local du groupe (1 bis, rue Emille, 77500 Chelles) sur le thème : « Le désordre national mis à jour de par l'éclatement de l'URSS et de la Fédération yougoslave », avec Nicolas Trifon, auteur aux Cahiers d'Izotok de « Moldavie ex-soviétique, histoire et enjeu actuel ».

LYON
Débats et vidéo à la librairie La Plume Noire, (19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon) :
— jeudi 24 février à 10 h, débat sur la prostitution, avec Daniel Welzer-Lang, auteur du livre *Les uns, les unes, les autres* ;
— samedi 29 février à 15 h, débat sur la révolution russe de 1917 et la Makhnovitchina.

PARIS
Les groupes La Villette, Pierre-Besnard et Alliance organisent le vendredi 11 mars à 20 h à l'Espace Jemmapes (116, quai de Jemmapes, M° Jaurès, 75010 Paris) un débat sur le thème : « Exclusion du logement », avec la participation de l'émission « Sans toit ni loi » (Radio Libertaire) et de camarades militant pour le droit au logement.

PARUTIONS

PRESSE
Le n° 106 (février) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humeur anarchiste, est paru. Au sommaire : petit conte à l'adresse des chrétiens charitables, le Brésil, la laïcité, critique du capitalisme, l'armement et sa reconversion, squatts d'Italie, humour...
Prix au numéro : 6 F. Abonnement : 60 F. Chèque à libeller à l'ordre de « Contre-Courants ».
Contre Vents et Marées c/o « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

BROCHURE
Le groupe Février édite : *Sur la nation et le nationalisme. Contribution à un débat paru dans le Monde libertaire. Réflexion sur les positions de Philippe Pelletier et Bernard Pensirot sur la situation en ex-Yougoslavie*, de René Berthier. Trente-six pages. Prix : 20 F (plus 7,40 F de frais de port). En vente à la librairie du Monde Libertaire.

BROCHURE
Le groupe La Vache Folle édite le n° 6 des *Cahiers de La Vache Folle*. Cette nouvelle brochure illustrée a pour thème et pour titre « De la ville ». Poètes, créateurs se sont empoignés avec l'image, le son, le bruit et la lumière, la fureur et le douceur de nos villes. Prix : 35 F. A commander à DCC, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

...
Union régionale parisienne de la FA
COURS
CONFÉRENCE-DÉBAT
20 h 30 - local « La Rue »
10, rue Robert-Planquette
(M° Blanche) 75018 Paris

* Vendredi 4 mars 1994 : Comment s'organiser ? Comment lutter contre le capitalisme ?

Balladur - Rocard blanc bonnet et bonnet blanc

(suite de la « Une »)
pourront donc prendre un congé sabbatique ou de fin de carrière sans qu'il en coûte un rond aux patrons.

Eh bien figurez-vous que cette histoire de compte, Balladur l'a piquée à Rocard. Dans un meeting à Saint-Etienne, à la veille des législatives, celui-ci avait proclamé : « Le drame n'est pas qu'il y ait 10% de chômeurs, c'est que ce soit toujours les mêmes. » Et de suggérer que, tous les cinq ans ou tous les dix ans, chacun prenne une année ou une demie année sabbatique ! (1)

Si le chômage ne recule pas devant une telle innovation, c'est à désespérer ! Mais, décidément, Balladur doit beaucoup à Rocard et aux rocardiens. Ainsi que nous l'avons déjà indiqué dans ce journal, la réforme balladurienne des retraites de la Sécu n'est que la stricte application du « livre blanc » rocardien. Et en matière de sécurité sociale l'actuel gouvernement n'a eu qu'à continuer sur la lancée de Bérégozov et d'Evin (encore un rocardien), qui avaient montré le chemin, et même ouvert une autoroute, en inventant le forfait hôtelier et la CSG.

Quant à « l'exploitation des gisements d'emplois de proximité »,

Balladur n'a eu qu'à suivre les traces d'un pionnier en la matière, Edmond Maire, qui en 1986, alors qu'il était secrétaire général de la CFDT, exposa largement dans le *Monde* cette idée géniale. Il ouvrait de grandioses perspectives à la jeunesse en l'incitant à porter les croissants chauds et les journaux aux pépés et aux mémés. Et en syndicaliste conséquent, cet ami de Rocard se disait prêt à accepter, pour les « petits boulots », « des solutions nouvelles, dérogatoires aux règles communément admises, des conditions fiscales et sociales appropriées ». Tout un programme qui ne pouvait qu'emballer Balladur...

Ce Balladur est donc un « piqueur » (selon le *Canard enchaîné*, la prime à la casse des vieilles bagnoles est une idée qu'il a « reprise » à un ancien patron de Renault).

Non seulement il copie les « socialistes », mais il leur « emprunte » aussi les hommes. Un conflit éclate-t-il à Air France où le ministre « compétent » se plante

lamentablement ? Balladur en appelle aussitôt à un patron « socialiste » (encore un rocardien...) qui a fait ses preuves à la RATP et qui réussirait, paraît-il, à faire accepter une réduction des salaires par 51% du personnel (2).

C'est aussi un PDG « socialiste », Fournier, qui prépare un plan de suppression de près de 6 000 emplois à la SNCF. Pendant ce temps, Balladur jure, en joignant dévotement les mains, que la lutte contre le chômage est une ardente préoccupation qui le saisit chaque matin au saut du lit !

Mais voici qu'à l'annonce de quelques résultats électoraux le *Monde* se pose gravement la question : « L'alternance déjà ? »

Vous avez dit « alternance » ? Les quelques exemples ci-dessus exposés ne constituent pas une liste exhaustive des cas de complexité manifestes entre la « gauche » et la « droite ».

Balladur et Rocard, les futurs duellistes (ou duettistes ?) de mai 1995, c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

Le monde du travail n'a rien à foutre d'un changement de locataire à l'Elysée, ni d'une « nouvelle » majorité au Palais Bourbon, cet « aquarium », objet des colères du Père Peinard, il y a un siècle.

Pour « changer la vie », il arrive que les pêcheurs, les salariés d'Air France, les sidérurgistes, les mineurs, les dockers, les métallos de Marseille, nous indiquent le mode d'emploi. Mais, bien sûr, c'est tous ensemble qu'il faudrait s'y mettre.

Sébastien Basson

- (1) *Le Monde libertaire* n° 909 du 8 au 14 avril 1993.
- (2) *Le Monde* du 11 février 1994. *Le Monde* indique que le taux de réponse du personnel au questionnaire que lui a adressé le PDG « dépasse les 35% ». Ce qui n'empêche pas le très sérieux quotidien de titrer : « 51% des salariés d'Air France estiment acceptable l'idée de baisser leurs salaires ».
- (3) *Le Monde* du 8 février 1994.

Pour Radio Libertaire (Paris - 89.4), un soutien efficace : l'achat, 100 francs, de la carte d'auditeur (chèque à l'ordre de DMC) Radio Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

LUTTE ANTICARCÉRALE

Yves Loviconi

dans les méandres de la Justice

L'ON PEUT FORT BIEN SORTIR de prison sans être libéré pour autant. Yves Loviconi, las d'en faire l'amère expérience depuis plusieurs mois, a annoncé, dans sa conférence de presse du 1^{er} février, qu'il refusait dorénavant de se plier à un quelconque contrôle judiciaire, qu'il entendait bien se déplacer librement sur tout le territoire français ainsi qu'à l'étranger ; et que si les autorités voyaient un inconvénient à ce qu'il jouisse pleinement d'une liberté si durement conquise, il les invitait à le réincarcérer.

Un défi fort embarrassant pour la Chancellerie, qui espérait pouvoir étouffer le dossier Loviconi par d'étranges demi-mesures de « grâces partielles ». Car l'affaire Loviconi est à la fois terriblement compliquée et d'une grande simplicité. Condamné en 1972 à une peine de 15 ans de prison, il est libéré suite à une grâce présidentielle, le 27 décembre 1973. Réincarcéré en 1980 pour vol à main armée, il est condamné à 18 ans de prison. Il purge cette peine jusqu'à son terme — en l'occurrence, compte tenu des remises de peines et des grâces présidentielles, en octobre 1991, date à laquelle il devrait en bonne logique être libéré. Las ! Les autorités judiciaires ont jugé bon, en 1984, de remettre en cause la grâce présidentielle accordée onze ans auparavant,

affirmant qu'il ne s'agissait pas d'une grâce, mais d'une « suspension de peine ». Sa libération, en 1973, serait donc due à une erreur de l'administration pénitentiaire, et Yves, venant d'achever de purger une condamnation à 18 ans de prison, devrait donc commencer à purger celle infligée en 1972, portant ainsi sa date de libération à 2003 !

Militant corse, détenu rebelle considéré par l'administration pénitentiaire comme l'un des meneurs de la mutinerie de Saint-Maur en décembre 1987, Yves Loviconi n'est pas homme à se laisser faire. Fort de sa détermination et du soutien de ses amis, il exige sa libération immédiate. La Chancellerie se trouve d'autant plus embarrassée que le détenu produit une copie de l'ordre de libération du procureur de la République de Toulon, indiquant en toute lettre la notification d'une grâce. Le directeur du centre de détention de Caen, où Yves se trouve alors incarcéré, va jusqu'à admettre, dans un courrier adressé au ministère de la Justice en 1992, que : « Extrême lenteur d'une procédure judiciaire, contradiction entre une grâce qui précipite l'étude d'un dossier de libération conditionnelle et des décisions qui ne permettent pas de les mener à son terme, n'incitent pas à conserver confiance et sérénité à propos du fonctionnement de l'institution. Y a-t-il

par ailleurs lieu de maintenir aujourd'hui cet homme en détention au regard des faits reprochés et des années d'incarcération accomplies, près de 17 ? ».

Embarrassée, la Chancellerie propose donc à Yves Loviconi une liberté conditionnelle... qu'il refuse dix-huit mois durant, exigeant que la justice reconnaisse son droit à sortir définitivement libre. Au terme de dix-huit mois de négociations, Yves accepte de sortir en liberté conditionnelle le 28 mai 1993 en posant sa propre condition — à savoir, que son dossier soit réexaminé et réglé dans un deuxième temps. Un deuxième temps qui s'éternise : le 6 novembre 1993, Yves annonce dans un courrier recommandé adressé à Louis Joinet, conseiller technique de l'Elysée, qu'il se soustrait dorénavant à toutes les « obligations » liées à sa conditionnelle. En réponse, ce dernier s'engage à régler l'affaire au plus vite. Le 11 janvier 1994, Yves se rend à une

entrevue à l'Elysée, au cours de laquelle Louis Joinet lui indique que la solution envisagée est celle d'une « nouvelle » grâce définitive, et qu'il obtiendrait une réponse définitive sous quinzaine. Or, le 26 janvier, Louis Joinet lui annonce qu'il est difficile d'accorder une grâce couvrant une période de dix ans, et « qu'une grâce partielle serait plus facile à faire admettre de tous ».

De tous ? Sûrement pas de l'intéressé lui-même. A l'approche de la cinquantaine, sortant de treize ans de réclusion, Yves n'a aucune envie de traîner le boulet d'une conditionnelle durant des années encore. Militant investi depuis sa sortie dans toutes les luttes anticarcérales, il ne peut admettre cette épreuve de Damoclès en permanence. Enfin, Yves estime que la liberté ne se négocie pas, et se mende encore moins. Point sur lequel nous ne saurions lui donner tort.

Pascal Choisy

FORUM
Samedi 26 février - 16 h 30
ACT UP-PARIS présentera son livre
« Le sida, combien de divisions ? »
(éditions Dagorno)
Librairie du Monde Libertaire 145, rue Amelot (M° Oberkampf) 75011 Paris

HOMMAGE CÉNÉTISTE A FEDERICA MONTSENY

Nos ha dejado Federica (*)

A cause d'ennuis de santé, notre camarade Abel Paz n'a pas eu le temps nécessaire de nous écrire l'hommage que méritait Federica Montseny.

Pour pallier ceci nous reproduisons un article écrit par Aimé Marsellan dans le *Combat syndicaliste* n° 142 de février.

LE LUNDI 17 JANVIER 1994, à Toulouse, Gregorio Codina est tombé en prenant l'autobus. Il est mort quelques heures plus tard. C'était un de ces milliers de cénétistes espagnols anonymes qui ont construit et maintenu la plus formidable organisation anarcho-syndicaliste de l'histoire. Il se rendait aux obsèques de Federica Montseny.

Federica Montseny est née en 1905 à Madrid. Fille d'infatigables propagandistes des idées libertaires, sa vie commençait comme une véritable aventure. Sa mère se trouvait à Madrid pour rejoindre son compagnon, Juan Montseny, qui revenait d'exil sous le faux nom qu'il utilisera ensuite comme pseudonyme : Federico Urales. Federica Montseny n'ira pratiquement jamais à l'école, sa mère, Teresa Mañé, plus connue, elle aussi, sous le pseudonyme de Soledad Gustavo, est institutrice et assurera son éducation. La formation militante, il n'est pas besoin de la chercher ailleurs non plus. Soledad Gustavo et Federico Urales sont les animateurs depuis 1898 d'une revue de réflexion et

d'analyse anarchiste, ouverte à tous les mouvements philosophiques, artistiques et sociaux : *La Revista Blanca*.

Federica a vingt ans quand elle commence une carrière de journaliste et d'oratrice qui vont en faire l'un des personnages les plus célèbres du mouvement libertaire espagnol. Car si ses parents sont

lités avec laquelle on a voulu détruire la CNT, aussi bien à partir du gouvernement central — le premier ministre Dato a payé ce crime de sa vie — qu'à partir des bandes de tueurs et des gouverneurs militaires à la solde du patronat catalan. Tout cela a créé en moi ce dont a besoin un jeune pour se forger un idéal dans la vie : une mystique et le sentiment que mon devoir humain, mon devoir de personne qui ne voulait pas rester indifférente auprès d'une tragédie si terrible dans laquelle disparaissent tant d'hommes, c'était de lutter auprès d'eux, de me joindre à eux.

A compter de cette date, Federica Montseny sera présente dans tous les moments cruciaux de la vie de la CNT espagnole. Ce sont d'abord des prises de position dans l'hebdomadaire *El Luchador* au moment de la crise interne de 1931. C'est, en mai 1936, sa participation à la rédaction du *Concept confédéral du Communisme libertaire* au congrès de Saragosse. C'est la guerre civile, sa participation au gouvernement comme ministre de la Santé, la promulgation du décret déclarant l'avortement libre et gratuit, les événements de mai 1937, le long exil et le retour à Barcelone après la mort de Franco pour un meeting phénoménal à Montjuich devant plus de deux cent mille personnes. Pour notre part, nous n'oublierons pas, à la suite de l'interdiction par le gouvernement de de Gaulle des hebdoma-



Federica Montseny, durant un meeting à Valence en 1936, quand elle était ministre. Photo publiée dans *El País* du 16 janvier 1994.

daire de la CNT espagnole en exil *CNT et Solidaridad Obrera*, la collaboration entre CNT française et CNT espagnole dans le cadre de la publication d'*Espoir*, dont Federica Montseny assurait la rédaction.

Il y a un mythe Federica Montseny comme il y a un mythe Buenaventura Durruti. L'un c'était le bras, l'action directe et résolue. L'autre c'était la voix, la plume et la parole. Mais pour atteindre au mythe, l'un comme l'autre ont eu besoin du labeur quotidien d'une organisation puissante, incrustée dans les réalités sociales les plus profondes de l'Espagne. Même si des ennemis ont voulu en faire un personnage dirigeant, maître d'œuvre de la politique de la CNT,

ceux qui ont connu de l'intérieur la CNT espagnole savent bien qu'elle n'y a pas pesé plus que nombre de militants dont l'histoire ne retiendra pas le nom.

A. M.

(*) Federica nous a quittés.

« Federica Montseny sera présente dans tous les moments cruciaux de la vie de la CNT espagnole. »

libertaires, ils ne sont pas membres de la CNT. Federica, elle, va faire le choix de l'action syndicale. Dans une interview donnée pour le film de Richard Prost, *Un autre futur*, elle déclare : « *Le facteur décisif qui m'a fait adhérer à la CNT, c'est peut-être la répression, ces quantités de camarades, d'ouvriers qui mouraient pour trois fois rien, pour le simple fait d'avoir des timbres de cotisation dans la poche, la bruta-*

PERPIGNAN

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE EN DEUIL

A toi... Charles

Notre compagnon Charles Langand, juste passé le cap de la cinquantaine, vient de tirer sa révérence.

Notre chagrin est immense, tant Charles savait se faire apprécier de son entourage. Il nous laisse désemparés devant les lourdes tâches présentes et à venir. Il est vrai que sa part était déterminante.

Nous avions, ensemble (les anciens et anciennes se souviennent), dès 1980, contribué à relancer le mouvement anarchiste dans les Pyrénées-Orientales.

Pour Charles, qui n'avait jamais cessé de militer depuis son adolescence dans le mouvement libertaire, la fondation du groupe anarcho-syndicaliste (GAS), puis en 1981 le lancement de notre périodique : *Infos* et analyses libertaires, revue à laquelle il a fourni des textes d'une profondeur et d'une puissance incontestable, le groupe et la revue, donc, furent des étapes qui nous menèrent à la Fédération anarchiste.

Charles fut un des artisans de cette entrée,

de cette volonté fédératrice, non par esprit de chapelle mais par souci de développement de notre mouvement, de nos idées.

Triste anniversaire que ces dix ans qui ne permettent pas à Charles de souffler avec nous les bougies révolutionnaires.

Notre tristesse est grande, mais si les larmes viennent aujourd'hui troubler nos regards, elles nous rappelleront, en séchant, à nos devoirs : continuer encore et toujours à défendre nos idées, à développer notre mouvement, à renforcer notre fédération... toutes choses que Charles s'appliquait à faire.

Charles, dans notre local, rue T-Guiter, ta place est vide aujourd'hui mais dans nos cœurs elle restera à jamais.

Et que naissent nombreux et partout des femmes, des hommes qui, comme toi, cultiveront l'amour de la liberté, de la dignité humaine, du socialisme et de l'humanisme libertaires.

Groupe Puig-Antich
(Perpignan, le 15 février 1994)

Soutenez le réseau international anarchiste d'information « A-Infos »

en envoyant des dons à « A-Infos France »
c/o Humeurs Noires, BP 79
59370 Mons-en-Barœul
(chèque à l'ordre d'Humeurs Noires)

N

MONTPELLIER : UN OBJECTEUR EN PROCÈS

Ayant obtenu le statut d'objecteur de conscience en 1987, Luc Pelletier est incorporé au Parc régional de Haut-Languedoc en 1988. Il quitte son affectation un an plus tard, après avoir effectué son année de service au même titre que les autres appelés.

En 1991, il est condamné par la Cour d'Appel de Dijon à deux mois de prison avec sursis pour abandon de poste. Le ministère a décidé de renvoyer à Luc un nouvel ordre de route, en vue d'effectuer une seconde année de

service. Refusant cette double durée discriminatoire, propre aux objecteurs, Luc Pelletier est à nouveau insoûmis. Il repasse en procès le jeudi 24 février à 14 h devant le tribunal correctionnel de Montpellier (chambre militaire).

Luc Pelletier a besoin de votre soutien. Rendez-vous nombreux à l'heure et à la date prévue au Palais de Justice, rue Foch, à Montpellier.

Soutenez-le moralement et financièrement en lui écrivant à l'adresse suivante : **Luc Pelletier, 30, rue Fontaine-Saint-Berthomieu, 34070 Montpellier.**

ALLEMAGNE

RAF : béton à vie ?

APPRENDRA-T-ON un jour la vérité quant aux conditions dans lesquelles succomba le militant de la Rote Armee Fraktion (Fraction armée rouge) Wolfgang Grams (40 ans) le 27 juin 1994 sur un quai de gare à Bad Kleinen, bourgade du Mecklembourg-Poméranie occidentale ?

Au début de l'après-midi, en ce dimanche, 56 agents de la force publique investissent les lieux afin de procéder à l'arrestation du susnommé et de sa compagne Birgit Hogefeld (36 ans), comme lui dans la clandestinité depuis 1984. Klaus Steinmetz, infiltré en 1984 par les « protecteurs de la Constitution » (Verfassungsschützer) de Rhénanie-Palatinat dans les milieux autonomes, et qui entra en contact, début 1992, avec les leaders de la RAF, avait mis ses mandats sur la piste des fuyitifs. Dans son ouvrage extrêmement documenté, *RAF - Terrorismus in Deutschland* (en poche chez Knaur), Butz Peters qualifie de « désastre » l'action des différentes unités de la police. Le terme de « panne » apparut le plus souvent dans les commentaires de la presse écrite et audiovisuelle. Couacs, dysfonctionnements, défécosité des talkies-walkies, absence de coordination... marquèrent l'intervention des officiers fédéraux de la criminelle (BKA) et du groupe de protection des frontières GSG-9 (1), dont un commissaire, Michael Newzrella (25 ans), qui ne portait pas de gilet pare-balles, fut abattu dans la fusillade par Grams. Ses supérieurs, qui l'envoyèrent au casse-pipe, n'endosèrent aucune responsabilité ! Rudolf Seiters, le ministre de l'Intérieur, salua cet « important succès dans la lutte contre le terrorisme ».

Conscient des fautes commises par des fonctionnaires sous sa férule, il démissionna le 4 juillet. Helmut Kohl le remplaça dans la foulée par Manfred Kanther (également CDU), encore plus à droite. Quelques jours plus tard, le procureur général fédéral Alexander von Stahl fut remercié, contraint avant l'heure à goûter sa retraite. Au total, neuf serviteurs de l'Etat durent boucler leur mallette. Quoique involontairement, la RAF a obtenu à Bad Kleinen davantage qu'en vingt-trois ans de lutte armée !

Cet épisode, aussi navrant que sanglant, illustre les disparités d'analyse au sein du gouvernement et des autorités. Klaus Kinkel, alors ministre de la Justice (il drive

aujourd'hui les Affaires étrangères), avait surpris le Landerneau politique par son initiative du 5 janvier 1992. « L'Etat doit se montrer disposé à la réconciliation... Une libération anticipée des ex-terroristes est possible ». Dans une lettre à l'AFP en date du 13 avril 1992, les dirigeants de la Fraction annoncèrent qu'ils renonceraient « à [leurs] agressions contre des personnes des sphères économique et politique ». Les intentions libérales de détente furent suivies d'effets minimes ; parmi les neuf prisonniers qui bénéficièrent de mesures d'élargissement, on ne dénombre que deux « têtes » : Günter Sonnenberg et Berhard Rössner, souffrant de maux physiques ou psychiques. L'Etat allemand demeure inflexible à l'encontre de ses plus acharnés ennemis d'hier, accordant peu de foi à ses déclarations relatives au « refus de confronter des hommes à une nouvelle escalade » (Irmgard Möller, entaulée depuis juillet 1972) ou à « l'abandon du combat armé » (Karl-Heinz Dellwo, au nom de quelqu'un(e) de ses camarades sous les verrous). Le commando Katharina Hammer-schmidt (2) rompit la trêve dans la nuit du 26 au 27 mars 1993 en pulvérisant à l'aide d'une charge explosive de 200 kilos le bâtiment à peine achevé, cinq jours avant son inauguration officielle, d'une prison high-tech de haute sécurité à Weiterstadt, en Hesse ! Aucun blessé (les artificiers éloignèrent le personnel déjà en place), mais des dégâts matériels évalués à plus de 100 millions de DM ! Des chefs de la police, au courant semble-t-il de ce projet, fermèrent-ils les yeux pour ne pas compromettre la sécurité de la taupe Steinmetz ?

La revendication émise par 18 incarcéré(e)s autour des *hardliners* (ligne dure) Brigitte Mohnhaupt, Christian Klar et Helmut Pohl en vue d'un regroupement afin de discuter de leur rapport à la violence, buta jusqu'ici sur des positions bétonnées. De surcroît, les divers courants au sein de l'ex-Bande à Baader étalent leurs divergences par communiqués interposés. « Les *guérilleros urbains s'estiment mutuellement capables de tout* », écrit Olivier Tolmein dans le journal suisse *Woz* (3) du 21 janvier 1994. Le chroniqueur, qui considéra dans *Konkret* de Hambourg (4) d'août 1993 la GSG-9 comme « une sorte d'escadron de la mort », poursuit dans l'hebdomadaire suisse : « *Le dogmatisme qui imprégna les actions de la RAF, ne représentait pas une*

totalité, contrairement à ce qu'un révisionnisme historique généralisé tend à instiller ». La RAF assassina environ 25 personnes et perdit une quinzaine de ses membres depuis sa structuration en mai 1970. Elle compterait quelque 250 adhérent(e)s.

Le Parquet a bouclé, le 13 janvier 1994, son instruction pénale concernant les événements de Bad Kleinen et blanchi les deux Rambo du GSG-9 incriminés par des témoins, comme la tenancière du kiosque Joanna Baron, qui soutint mordicus que Wolfgang Grams, allongé sur la voie ferrée, fut exécuté à bout portant. En l'absence d'empreintes, effacées avec zèle (sur ordre de qui ?) par des enquêteurs, les rapports, dont l'un établi par les services scientifiques de la police criminelle... zurichoise, concluent au « suicide ». On avait déjà lu et entendu de telles allégations, il y a plus de seize ans (5).

René Hamm (Obernai)

- (1) Hans-Dietrich Genscher, à l'époque à l'Intérieur, ordonne le 26 septembre 1972 la constitution du groupe anti-terroriste GSG-9, fort en 1993 de 180 tireurs d'élite.
- (2) L'anarchiste répondant au sobriquet de Cat, très liée avec Gudrun Ensslin et Ulrike-Marie Meinhof, se rendit le 29 juillet 1972 à la police berlinoise. Le procureur général Siegfried Buback, exécuté le 7 mai 1977, lui reprocha d'avoir procuré des planques à ses ami(e)s, acheminé lettres et paquets. Katharina Hammerschmidt décéda le 29 juillet 1975 des suites d'une tumeur poitrinaire.
- (3) *Die Wochenzeitung*, Postfach 5416, 3001 Bern.
- (4) *Konkret*, Postfach 306 139, 2000 Hamburg 36.
- (5) Référence à la mort en prison d'Andreas Baader.

ESPAGNE

A Saragosse, le pouvoir a déclaré la guerre à la Maison de la Paix — Ce squatt, occupé depuis le 12 mars 1987, s'est toujours illustré par son intense activité militante. Divers collectifs géraient la Maison de la Paix en y organisant conférences, expositions, ateliers divers... Mais le juge Medrano a décidé l'expulsion le 27 mai 1993.

Le 23 décembre à 9 h, les forces de l'ordre commencent à vider le squatt. Vers 10 h, une centaine de squatteurs, présents sur les lieux, organisent la résistance passive. Un jet de bouteille déclenche la hargne des policiers, qui chargent brutalement, et envoient six personnes à l'hôpital. Des policiers poursuivront même pistolet à la main des manifestants. A 20 h, 400 personnes font face à la Maison de la Paix, alors que la police quadrille le secteur. De pierres qui volent, et voilà que la police charge à nouveau et tire avec des balles en caoutchouc. Des containers sont incendiés, des véhicules policiers détruits. Un jeune manifestant sera détenu et frappé à plusieurs reprises à la suite de ces incidents. Vers 22 h, une assemblée des occupants de la Maison de la Paix a lieu, alors que des groupes de jeunes continuent à affronter les forces de l'ordre. Barricades et incendies dureront jusqu'à minuit...

Le lendemain, cinq personnes déposent plainte contre les violences policières qu'elles ont subies. Le soir même, vers 20 h 30, la mobilisation en faveur du squatt expulsé s'amplifie : 500 personnes se rassemblent pour protester. Un peu plus tard, au cours de la manifestation qui est organisée, des affrontements auront lieu avec des fascistes (la veille, déjà, certains témoins disaient avoir vu roder des nazis). Un jeune, isolé, sera violemment agressé par les crânes rasés ; la police laisse faire. Divers incidents auront lieu au cours de la nuit (cocktails Molotov, vitrines cassées).

Le lundi 26 décembre, les collectifs de la Maison de la Paix donnent une conférence de presse et se démarquent des incidents de l'avant-veille, et en tiennent le gouverneur civil responsable. Ils appellent à une manifestation pour le 7 janvier 1994. Depuis, la lutte continue !

Pour soutenir les collectifs expulsés, adressez-vous à *Ei Acrator*, Apdo de Correos 3141, 50080 Zaragoza (Espagne).

Information extraite d'*Ei Acrator* n° 35 (janvier 1994)

ITALIE

Refus de légalisation des squatts — Actuellement, des tentatives de récupération et de légalisation des squatts (il en existe plus d'une centaine) sont menées par l'Etat et les partis de gauche (Verts, PDS et Rifondazione comunista). Par la légalisation, l'Etat et les partis tentent de récupérer un mouvement et des espaces d'autogestion qu'ils ne contrôlent pas. Etouffer tout sursaut de révolte, d'autonomie et d'autogestion, tel est le but poursuivi.

La gauche, désormais vide de contenu, et essayant de se refaire une virginité, se trouve être le meilleur soutien à l'Etat dans cette situation. Or, l'autogestion est la possibilité d'établir, soi-même, les règles de sa propre existence, selon le principe de la responsabilité individuelle et des décisions prises à l'unanimité. La pratique de l'autogestion dans les squatts et autres structures est basée sur le désir de tendre à la plus grande autonomie possible vis-à-vis de l'Etat et de toute structure autoritaire. Pour nous, l'autogestion ne peut être qu'étrangère à toute ingérence étatique (subventions, contrôle administratif...). Nous affirmons la plus ample liberté d'expression, de création, de décisions et d'expérimentations de chaque lieu de vie que constitue le squatt. Nous nous opposerons à toute tentative de récupération et de légalisation.

Les anarchistes et libertaires contre la légalisation des squatts (réunion internationale des 20 et 21 novembre 1993 à Turin)

N. B. : pour plus d'information : El Paso, 47, via Passo Buole, 10127 Torino (Italie).

COMMUNIQUÉ

Contre toute intervention de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine

Etant donné les derniers développements en Yougoslavie, Convergence libertaire et le SCALP s'insurgent contre l'imminence d'une intervention militaire de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine. En effet, l'ultimatum à l'encontre des fractions armées serbes autour de Sarajevo renforce une logique de guerre :

- il ajoute la guerre à la guerre ;
 - il bloque toute possibilité de négociations (pourquoi les factions qui reçoivent la promesse d'un soutien militaire chercheraient-elles un accord ?) ;
 - il risque d'embraser l'ensemble des Balkans (Kosovo, Albanie, Macédoine, Grèce, Bulgarie...).
- Aussi, nous dénonçons :
- l'attitude des dirigeants occidentaux qui crédibilisent et renforcent la légitimité des fauteurs de guerre ;
 - le manichéisme nous présentant les factions serbes comme seuls agresseurs, alors que personne en Bosnie n'a le monopole de l'horreur (siège de Mostar par des Croates, « purification ethnique » perpétrée par des Musulmans...);

— le blocus aussi cruel qu'inutile contre la Bosnie, le Monténégro et la Serbie (par exemple, plusieurs centaines de bébés sont morts à Belgrade en 1993, faute de médicaments) ;

— la militarisation de l'ensemble des Balkans (par exemple, la restructuration de l'armée albanaise par les Etats-Unis).

C'est pourquoi, nous réclamons :

- l'embargo sur les armes de toutes les régions de la Yougoslavie (y compris la Croatie) ;
- le soutien concret à tous les pacifistes et déserteurs ;
- de réelles négociations.

La création de frontières artificielles ne pouvant qu'être à l'origine de nouvelles sources de conflit, seule une solution négociée ayant pour but le rapprochement des peuples peut mettre fin à cette guerre.

Convergence libertaire/SCALP (Limoges)

N. B. : Convergence libertaire/SCALP, BP 135, 87004 Limoges cedex.

BELGIQUE

LIÈGE : les Ami(e)s d'Alternative libertaire se rencontrent le samedi 26 février à 16 h au Cercle Carlo-Lévy, 48, rue Saint-Léonard.

BRUXELLES : le groupe anarchiste Otchaïanié (FA) et Alternative libertaire vous invitent le samedi 26 février à 20 h au Gernika (65, rue du Midi) à une soirée sur l'éducation libertaire à l'école et dans la famille avec Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud de l'école Bonaventure d'Oléron.

COME-BACK

Le nucléaire de 1994 vu sous l'angle de 1974

UN PETIT RETOUR en arrière est souvent instructif, parfois amusant. Reculons de deux décennies et regardons la France de 1994 vue dans la boule de cristal de 1974, et la (même ?) France vingt ans plus tard, nucléarisée jusqu'aux yeux. Pas inintéressant...

Sous quels arguments était-on obligé de foncer tête baissée et à fond la caisse dans le nucléaire à grande échelle en 1974 ?

Le nucléaire ou la bougie — On nous disait, en 1974, que les nécessités électriques dans un pays industrialisé doubleraient tous les dix ans. On voit, en 1994 : en moyenne dans l'OCDE, la consommation électrique a augmenté de 67% en dix-sept ans (1973-1990), dans la CEE de 61% et en France de 103%. Si la France a progressé plus que les autres dans la consommation d'électricité, c'est essentiellement dû à la promotion du chauffage électrique et à l'énergie nécessaire pour le fonctionnement même du nucléaire, comme la fabrication de combustible, les pertes dues au transport de courant sur de grandes distances ou la chauffe permanente du sodium de Superphénix. Malgré la moindre augmentation de la consommation électrique, visible dès 1978, les technocrates n'ont pas changé leur programme de commandes de réacteurs. La surcapacité actuelle était prévue dès le début des années 80.

Sans le nucléaire, pas d'électricité — On nous disait, en 1974, que les pays qui ne se convertiraient pas au nucléaire ne pourraient pas subvenir à leurs besoins énergétiques.

On voit, en 1994, que 50% des pays de l'OCDE n'ont aucune électricité d'origine nucléaire, dont l'Autriche, le Danemark, l'Islande et la Norvège, peu réputés comme sous-développés. Seules la Belgique et la France ont plus de la moitié de leur production d'électricité d'origine nucléaire.

Indépendance énergétique — On nous disait, en 1974, que le choc pétrolier (augmentation du pétrole par les pays arabes) se poursuivrait par une augmentation continue des prix du pétrole et, de plus, que nous serions à leur merci.

On voit, en 1994, que les prix du pétrole n'ont pas augmenté exponentiellement ; après des varia-

tions impressionnantes, ils se sont stabilisés.

Le secteur des transports, toujours en expansion, est toujours essentiellement dépendant du pétrole.

On nous disait, en 1974, que tous les pays se lanceraient dans le nucléaire ; les réserves d'uranium étant limitées, qu'il fallait, d'une part retraiter les combustibles pour en extraire l'uranium et le plutonium et, d'autre part, fabriquer des surgénérateurs, centrales capables de produire du plutonium, également combustible nucléaire.

On voit, en 1994, que des réserves d'uranium (en 1974, il y avait peu de prospection) ont été découvertes dans de nombreux pays, les prix n'ont cessé de baisser.

Le démantèlement des armes nucléaires américaines et russes est un énorme gisement de combustible nucléaire.

La France exploite des mines d'uranium dans de nombreux pays (de l'Afrique du Sud au Canada), qui la rendent dépendante d'eux. Et on ne peut exclure une pression de l'Union européenne si un accident dans une centrale européenne provoquait un nuage radioactif baladeur.

Leadership économique — On nous disait, en 1974, qu'en se lançant dans un grand programme, permettant d'être les premiers dans toutes les industries liées au nucléaire, les exportations, exponentielles, dynamiseraient l'économie, et que la France exporterait deux réacteurs par an.

On voit, en 1994, que seuls le Japon et la France continuent à croire au nucléaire. Aux Etats-Unis, la dernière centrale commandée et réalisée le fut en 1979, juste avant le démarrage français. La France tente de se rabattre maintenant sur les expays de l'Est, n'ayant plus de marché là où elle le prévoyait. Framatome a vendu six réacteurs à l'étranger depuis 1975 (et ses concurrents huit).

Stimulation de l'économie — On nous disait, en 1974, que moins cher que l'énergie fossile, l'énergie nucléaire doperait l'économie nationale.

On voit, en 1994, que de 1980 à 1990, la production industrielle de la France n'a augmenté que de 12%, alors que pour la CEE ce fut de 18% et l'OCDE de 29%. Dans la même période, le Produit intérieur brut (PIB) des pays européens, avec moins

d'un quart de leur électricité d'origine nucléaire, a augmenté de 25%, et de 27% pour les autres, soit à peu près la même chose.

Politique — On nous disait, en 1974 : « Le parti socialiste exige l'ouverture immédiate d'un débat public sur la politique énergétique de notre pays et le choix du nucléaire. Il appelle les élus et les citoyens à refuser toute autorisation d'enquête ou d'implantation avant l'ouverture de ce débat public et la sanction parlementaire qu'il doit nécessairement impliquer. » (Résolution de la Convention nationale des 3 et 4 mai 1975.)

On voit, depuis 1981, que le programme nucléaire se poursuit sans état d'âme socialiste. Le débat public, il n'en a plus jamais été question au PS.

Il ne faut pas oublier que pendant que les investissements financiers et intellectuels étaient accaparés par le nucléaire, les autres secteurs ont été négligés. Et, en plus, on voudrait maintenant passer à la phase de renouvellement du parc des centrales ! Quel est l'argument, dorénavant ? Celui-ci : nous avons trop investi, pour rentrer dans nos sous, il faut continuer ! Argument fallacieux, fuite en avant d'une France dont l'emblème est le coq : le seul animal qui chante les pieds dans la merde...

Perline

N.B. : lire *Global Chance*, n° 2, juin 1993.

BILLET D'HUMEUR

Exhibition d'uniforme

Une nouvelle forme de délinquance est apparue en ce début d'année 1994 : le délit « d'exhibition d'uniforme ». Un libertaire ne pourra que se réjouir de l'une des rares lois qui permette enfin de réprimer la connerie humaine. En effet, un Français ordinaire, hexagonal sans spécialité, vient d'écoper pour ce motif de quatre mois de prison fermes et de 4 000 F d'amende.

Pour ma part, j'accorde le sursis immédiat et définitif pour la prison, mais je maintiens l'amende. Voilà effectivement un procédé juste et formidablement rentable de renflouer les caisses de l'Etat ! Car il existe des centaines de milliers de personnes en France métropolitaine et dans le reste du monde qui sont en infraction permanente, et qui tombent sous le coup de cette loi.

De quoi loger les SDF, nourrir les RMistes et tous les affamés pour lesquels le malheureux abbé Pierre se dépense sans compter... les émissions de télé.

Le seul point litigieux concerne l'aspect sémantique du mot « exhibition ». A partir de quand un militaire « exhibe »-t-il au lieu de « porter » l'uniforme, qui lui est payé par le contribuable ? Réponse : dès qu'il s'en revêt. La preuve, le Petit Robert donne comme premier synonyme d'« exhiber » le verbe « porter ». Tout militaire est donc immédiatement passible d'une peine de 4 000 F d'amende. Si vous en connaissez, dénoncez-les. S'il y a récidive, ce sera 8 000 F ! Les aubergines paieront évidemment comme les autres. Les vigiles aussi. Seuls seront exemptés les facteurs et les employés de la SNCF et de la RATP. Et encore... Je connais des contrôleurs très cons à qui il faudra vite donner des avertissements.

Allez, au travail, camarades ! Ce n'est pas de la délation, c'est une œuvre de salubrité publique !

Guimou de la Tronche

« INFOS & ANALYSES LIBERTAIRES » n° 36

revue de l'Union régionale Sud-Ouest de la FA

Au sommaire : la crise, des reprises de la Révolution prolétarienne du 10 février 1938, la vallée d'Aspe, les contacts FA sur la région et plate-forme et synthèse.

Prix au numéro : 15 F

Abonnement : 75 F (militant : 100 F, de soutien : 150 F)

Chèque à l'ordre du CES

CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

Associations

PARIS : MANIFESTATION DES SANS-ABRI (RAPPEL)

En prévision de la fin de la trêve hivernale, permettant les expulsions, une manifestation nationale des sans-abri est organisée le jeudi 24 février à partir de 12 h par la Coordination des sans-abri. Le rendez-vous est prévu sur la place du Trocadéro (devant la plaque commémorative des droits de l'homme). L'Union régionale parisienne de la FA y appelle. Coordination des sans-abri, 7, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

PARIS : DEUX FÊTES DU « COMBAT SYNDICALISTE »

Deux fêtes de soutien au *Combat syndicaliste* auront lieu le samedi 5 mars à 20 h 30 et le dimanche 6 mars à 15 h 30 au 33, rue des Vignoles (métro Buzenval ou Avron), 75020 Paris, avec Christian Paccoud et Serge Utgé-Royo. Des bons de soutien à 50 F, qui donnent droit à l'entrée sont disponibles à la CNT (adresse ci-dessus), le mardi, mercredi et jeudi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, ainsi qu'auprès des syndicats CNT et de la librairie du Monde Libertaire.

PARIS : SÉMINAIRE D'ÉCONOMIE AUX VIGNOLES

Dans le cadre des « Ateliers de formation », un séminaire d'économie, animé par Hugo Salinas (économiste péruvien, auteur de *Où va l'économie du monde ?* et de *La Nouvelle organisation socio-économique*), se tiendra les samedi 26 février, 12 mars et 26 mars, entre 15 h et 18 h, dans les locaux de la CNT, au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

Au programme :

- samedi 26 février : « Est-il possible de partager également le produit social ? » ;
- samedi 12 mars : « La décision privée et le rapport des forces dans le partage du produit social » ;
- samedi 26 mars : « La décision sociale et le rééquilibrage de l'activité socio-économique ».

LYON : VIDÉO ET DÉBAT A LA LIBRAIRIE LA GRYFFE

Jeudi 10 mars à 20 h : Vidéo sur les essais nucléaires.
Samedi 12 mars à 15 h : débat sur la guerre civile, animé par *Noir et Rouge*.
La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe (M° Saxe-Gambetta), 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25.

BORDEAUX : « ON A FAIM ! »

Le collectif anarcho-punk musical bordelais « On a faim ! » tient ses permanences chaque mercredi et samedi de 14 h 30 à 18 h à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
Par ailleurs, le collectif nous annonce la sortie du n° 16 du fanzine *Goorgh*, avec au sommaire des interviews, des chroniques et des infos. En prime, le premier 45 tours du groupe LPM. Le tout est vendu 25 F (port compris) à : « On a faim ! » (adresse ci-dessus).

LILLE : SECTION UNIVERSITAIRE CNT EN CRÉATION

Le Syndicat pour une éducation libertaire (SEL), membre de la CNT-AIT (33, rue des Vignoles, 75020 Paris), vient de constituer une section universitaire à Lille. On peut la contacter en écrivant au SEL c/o Centre culturel libertaire, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille.

LYON : OFFRE SPÉCIALE MILITANTE DE L'ATELIER DE CRÉATION LIBERTAIRE

L'Atelier de création libertaire (ACL) fait une offre militante d'une trentaine d'ouvrages édités par ses soins aux lectrices et lecteurs de la presse libertaire. L'ensemble des titres est — hors nouveautés 1993 — à 500 F. Quatre titres parmi l'ensemble sont — hors nouveautés 1993 — à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre d'ACL. Pour connaître la teneur de l'offre, écrivez à : Atelier de création libertaire, BP 1186, 69202 Lyon cedex 01.

Les problèmes « annexes » de prolifération liés au nucléaire

L'exportation de technologie nucléaire n'est pas sans conséquence. Iran et Irak, amis un jour, ennemis le lendemain, tous deux aidés nucléairement par la France.

Les ventes d'atomes pour la paix peuvent être détournées. Parmi les pays clients, citons la Chine, l'Afrique du Sud, la Corée ou le Japon.

Forcément, on ne peut pas faire la fine gueule quand il s'agit de vendre, de « rentabiliser », quand les prévisions se sont révélées erronées.

Perline

MUSIQUE

Blues et printemps

Le titre semblera peut-être trop optimiste mais l'alternance de froid et de redoux comme la parution d'un numéro « spécial blues » de la revue *Best* m'incline à considérer le microcosme musical du blues avec optimisme en ce début d'année. La parution dans les kiosques d'un énième opuscule consacré aux musiciens noirs est bien sûr émaillé de quelques erreurs, mais l'ensemble est rehaussé d'une excellente interview du septuagénaire et toujours sémillant Mickey Baker et d'une bande dessinée de Crumb sur Charly Patton, cela pour ne citer que les réussites les plus marquantes.

Nos amis de *Soul Bag* consacrent leur dernier numéro à Albert Collins, le guitariste texan décédé récemment. Outre les critiques de CD et disques, divers articles et nouvelles de Chicago, on y trouve le

programme complet des tournées de blues des mois à venir. On vous fait en profiter de quelques-unes :

- Banlieues Blues, le festival de Seine-Saint-Denis aura à son programme BB King (19 mars à Sevran) et Johnny Copeland (2 avril à La Courneuve). Un festival de films de blues est aussi prévu.

- Nuit du Blues de Vaulx-en-Velin, le 25 mars à 20 h 30, au Centre Charlie-Chaplin, avec R. L. Burnside, Jimmy Johnson.

- Limoges Blues Festival 1994 au Centre John-Lennon, le 26 mars, avec Bernard Allison et Jimmy Johnson.

Dans les tournées, il y aura le Kilimandjaro Soul-Blues Band, Tom Principato, Sue Foley, Earl King, Johnny Copeland et bien d'autres.

Thierry

(« Blues en Liberté » - RL)

CHANSON

« Les Flammes de mon âge »

Qui est-ce ? A ne pas confondre avec Quies... les boules pour les oreilles ! A défaut des oreilles, ouvrez les yeux !

Qui est-ce ? Vous l'avez entendue pendant ces dix dernières années sur Radio Libertaire. Elle a défendu nos couleurs dans les manifestations. C'est la moindre des choses quand on fait partie de la famille. Chanteuse, auteur des textes de ses chansons... de quoi parle-t-elle ?

Lucien Rioux, lors de la sortie de son premier disque, en 1983, dit d'elle : « Femme multiple, parisienne et bretonne, nostalgique, amoureuse et narquoise. Elle joue joliment avec les mots et sait dire la tendresse qui l'attache aux rues ».

L'année dernière, *Paroles et Musique, Chorus et Je Chante* s'étaient fait l'écho de son dernier CD, *Les Flammes de mon âge* (120 F) où elle parle du temps qui passe (le titre est

aussi disponible en cassette à 60 F). Mais elle parle aussi des immigrés dans la chanson *Comm' ils se ressemblent*. Elle invente des mots « mélancolico-cool », « tourneuseule »... C'est une fille piquette, assez provocante. Elle chante aussi *Pas d'importance*, ou encore *Quartiers de couleur* de notre ami Serge Utgé-Royo ; la seule qui ne soit pas de son cru.

Inclassable, hors mode, réaliste, poétique, humoristique ? Caméléon !

Vous donnez votre langue au chat ? Bretonne ? Ça ne vous dit rien ? Tonia Legoff... Vous avez deviné ? Elle a déposé son disque uniquement chez des copains : la librairie du Monde Libertaire, L'Ode à la joie (259, rue des Pyrénées [M° Pyrénées], 75020 Paris), Les Oiseaux de passage (15, rue Berzélius [M° Brochant], 75017 Paris). Courez-y vite ! Courez-y vite, camarades !

A. P.

SÉLECTION RADIO LIBERTAIRE (PARIS - 89.4)

- Jeudi 24 février, 15 h - 16 h 30 : « Humeurs Noires », les coups de gueule de Serge Livrozet. 22 h 30 - 0 h 30 : « Epsilonia », musique expérimentale.
- Vendredi 25 février, 14 h - 16 h : « Bibliomanie ».
- Samedi 26 février, 20 h 30 - 22 h : « Raconte pas ta vie ! », avec une femme en dissidence de Moscou à Paris.

GINA ET L'ORCHESTRE

(Ludovic Bource, pianos ; Vincent Artaud, contrebasse ; Pierrick Pedron sax alto et soprano)

jusqu'au 26 février - 20 h 30

Sentier des Halles
50, rue d'Aboukir (M° Sentier)
75002 Paris
Entrée : 80 F (groupes : 60 F)

RAYMONDE ET LES BLANCS BECS + TIMIDE ET SANS COMPLEXE

Dimanche 27 février
17 h 30
LA LOLA
8, rue Rouget-de-Lisle
(M° Eglise-de-Pantin)
PANTIN

ELISABETH et GUIMOU DE LA TRONCHE

Samedi 5 mars
20 h 30
Caveau La Bohème/
Théâtre
des Déchargeurs
3, rue des Déchargeurs
(M° RER Châtelet)
75001 PARIS

Entrée : 60 F et 80 F
Réservations au
42.36.10.29

ACCÈS A LA CULTURE

L'art est-il libertaire ?

DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE, comme dans la société libertaire à laquelle nous rêvons, l'acte de créer est porteur de liberté ; en revanche, ses relations avec les marchands, les critiques d'art, les enseignants artistiques ou parfois entre les artistes eux-mêmes le lient, l'enlèvent, voire l'interdisent. Cependant, l'art pouvant exister y compris dans une société non libertaire, nous pouvons espérer que, dans une organisation sociale libérée du capitalisme, l'art sera et sera pour tous. Mais comment ?

Nous imaginons souvent que les lieux de la culture seront plus accessibles concrètement : musées ouverts à toute heure, concerts nombreux et décentralisés, entrées gratuites... Or, cette seule visée nous paraît réductrice à l'aspect « consommation » de la culture.

Il nous semble plus intéressant et plus... libertaire de penser l'accès à

la culture du point de vue des créateurs. Essentiellement, notre idée est que chacun, chacune, porte en lui, en elle, des possibilités de création et d'expression artistique dans une ou plusieurs disciplines : de la peinture à la cuisine, en passant par la photo ou la chanson, par exemple.

Les difficultés pour connaître les différents arts proviennent de plusieurs raisons : le manque de temps, d'espace et d'argent ; l'absence d'accompagnement et de soutien à l'acte créatif. Cela repose également sur l'idéologie dominante : celle-ci valorise une minorité de créateurs et de spécialistes pour en faire une élite ; elle vise ainsi à inhiber et à rabaisser les créateurs potentiels au rang d'ignorants ou d'incapables. Une partie de l'élite considère l'art comme une marchandise, un placement, une spéculation.

Les avis « éclairés » des critiques d'art cherchent à théoriser les résultats de la création. Ils en oublient leurs sentiments. Ils utilisent des critères de sélection pour reconnaître à certaines œuvres des qualités et les nier à d'autres. Ils suivent la mode ou le goût dominant. Ils choisissent ce qui choque ou ce qui est extravagant. Ils récupèrent ce qui dérange pour édulcorer (exemple : le rap). Ils font comme si le premier juge de l'œuvre n'était pas l'artiste lui-même (celui ou celle qui prend le risque d'exposer et de s'exposer).

L'art sera libertaire quand chacune et chacun d'entre nous aura les moyens de trouver et d'exprimer ses capacités créatrices ; sera libre de créer ou de ne pas créer ; sera libre de faire connaître ou pas ses œuvres.

Rose Paradis
(peintre)

ANDRÉ ROBÈRE EXPOSE

Signes et langage

UNE EXPOSITION d'André Robère est toujours une exploration importante. Rien d'étonnant à cela, le rôle que l'on confère à la création est celui d'investir des champs de recherche et de les remettre en cause aussitôt cette recherche terminée.

Ainsi, après une période de découverte des Arts par une pratique assez rustique, qui pouvait évoquer un cousinage avec les Singuliers de l'Art ou l'Art brut (cf. ML n° 866), il expérimente très vite d'autres techniques. Avec l'assurance dans les formes, apparemment les couleurs. Cela se fit d'abord par des couleurs de terre, transition obligatoire vers l'ancienne pratique, puis des rouges sur lesquels le signe remplace avantageusement la figuration.

Il est difficile de s'interroger sur la signification des signes qui composent les papiers. Écriture élaborée ? Élaboration d'une grammaire ? En tout état de cause, langage individuel qui puise son alphabet dans des fonds où un travail de coloration a été effectué.

Si le rouge et le noir dominant, l'artiste ne refuse pas les autres

couleurs. Bleu, jaune, marron enrichissent sa palette. Celles-ci laissent comme de véritables vestiges des peaux qui matérialisent l'œuvre. Œuvre sans ligne d'horizon où certains signes évoquent des personnages. Sereins, les signes invitent au dialogue. Ils calment les maux, interrogent.

Plus loin, sur du bois, par une pratique plus traditionnelle à l'huile, il forgera une identité archéologique à chaque pièce. Quatre trous plaquent là une fenêtre qui permet une pénétration dans l'œuvre de multiples façons.

Ici, si forme humaine il y a, elle est filiforme ou bien l'artiste laisse

apparaître des silhouettes de nomades, comme une évolution fantomatique.

Plus loin encore, pastels et encres, travaux d'une intensité moindre, sans doute, ont le spectateur se laissera davantage piéger par le côté décoratif, mais méfiance ! La densité est grande, sinon il n'y aurait pas de séduction.

Notre compagnon du groupe « anartistique » la Vache Folle, depuis le 4 février, a entrepris un périple de « monstrations » dans le sud de la France, et ceci jusqu'en juin 1994. Celui-ci permettra sûrement à son œuvre de s'épanouir.

D. Germain

MARSEILLE - vendredi 4 mars - 18 h 30
lecture au Centre international de poésie
Couvent du Refuge, 1, rue des Honneurs, 13002 Marseille
(Les Cahiers de la Vache Folle sont invités
avec Julien Blaine, Claude Galli et Robert Dadoun)

...
AJACCIO
1er au 23 avril
exposition d'André Robère à la galerie « La Marge »

LE MALDOROR BAR RESTAURANT
70 RUE DU GRAND PRÉEURÉ 75011

LES GINESTES VIDÉO

Bref voyage au pays rare d'une petite maison de production pas tout à fait comme les autres

SIGNE DES TEMPS en ces temps où le signe est roi, le fracas engendré par les divisions blindées d'une industrie médiatique conquérante produit chaque jour davantage un peu plus de... silence!

D'une sarabande effrénée d'images évoluant sans vergogne à la frontière du réel et du virtuel, d'un tohu-bohu cacophonique de sons en tout genre, d'une avalanche de mots imprimés pète-sec ou gras... dont on aurait pu penser qu'ils fonderaient une « ère de la communication » sans cesse plus riche de diversité, de pluralisme... émerge en effet la misère sans borne de l'uniformité et la pauvreté sidérante d'un sens commun et unique, raboté jusqu'à l'os du stéréotype.

C'est comme ça ! Au royaume du capitalisme, le pouvoir du discours visuel, sonore et écrit se confond toujours avec le discours du pouvoir, d'où la nécessité (vitale, désormais) pour les cultures, les classes, les mouvements sociaux, et toutes celles et tous ceux qui sont victimes de ce système de s'affranchir autant que faire se peut d'une médiatisation qui les tait et qui, surtout, leur anesthésie le conscient et l'inconscient. Et s'affranchir de cette mise en condition médiatique, ça veut dire créer

des espaces et des outils qui permettent à la mémoire, à la conscience et à l'espoir de se forger une identité.

Des petits pôles d'édition comme les éditions du Monde Libertaire, l'Atelier de création libertaire, des journaux comme *le Monde libertaire*, *Courant alternatif*, *Noir et Rouge*, des radios comme Radio Libertaire, des petites maisons de production de vidéos comme LGV Productions (1)... participent de cette volonté, et c'est peu dire que

« Au royaume du capitalisme, le pouvoir du discours visuel, sonore et écrit se confond toujours avec le discours du pouvoir... »

leur existence et leur multiplication constituent un enjeu de taille pour toutes celles et tous ceux qui ne désespèrent pas de changer les choses et la vie.

Franck, Patrice... qui animent LGV (Les Ginestes Vidéo) Productions sont de ceux-là. Après avoir crapahuté sur les chemins rocailloux d'un syndicalisme autre, avoir roulé leur bosse au-delà des



océans, ils ont décidé, un jour, par hasard, par amitié et parce qu'ils refusaient de voir disparaître certains témoignages hors du commun, de se lancer dans la vidéo. Lucidement. C'est-à-dire modestement. Mais avec sérieux, courage et ténacité. Avec ce regard clair qui habite tous ceux qui vont toujours au bout des choses et de leurs rêves. Et c'est bonheur de constater qu'à chacun de leur film ces Gavrache du cinématographe montent d'un cran dans le qualitatif. Côté technique, c'est clair. Pour ce qui est de la manière d'aborder les hommes et les situations, c'est du pareil au même.

Leur catalogue 1993 comprend quatre films. Le premier, *Déjeuner sur l'herbe*, nous montre Abel Paz, l'auteur du formidable *Durruti, le peuple en armes*, nous contant avec verve, humour, ironie et poésie les moments cruciaux de l'histoire espagnole. Le second, *Noces d'or*, laisse la parole à Nancy et Yvon, et, sous couvert de leur cinquantième anniversaire de mariage à Montmartre, nous balade aux quatre vents d'un quartier chargé de gouaille et d'histoire. Le troisième, *Cailhol : peintre et sculpteur*, nous fait découvrir un personnage hors du commun, qui déménage, et un artiste carrément fabuleux. Il faut voir ses sculptures, c'est véritablement sidérant. Et il faut surtout voir comment il

les réalise. C'est positivement démythifiant par rapport à l'idée que l'on se fait ordinairement de l'artiste et de ses œuvres. Le quatrième, *Barcelone 1942*, nous raconte le sort tragique de l'Espagne entre 1939 (la fin de la Révolution espagnole) et 1975 (date de la mort de Franco). En mêlant harmonieusement documentaires d'époque et souvenirs (ceux d'Abel Paz), il nous fait découvrir « la persistance de la résistance armée au franquisme, la peur omniprésente et la solidarité des familles, les larmes d'une mère qui verra son fils partir pour onze années derrière les barreaux ».

Bref, c'est un peu « l'histoire inédite de la Barcelone de 1942, pleine d'espoir en la chute prochaine des fascismes européens, celle aussi d'un peuple à la bravoure encore indomptée, tout illuminé qu'il est d'avoir, durant trois ans, approché l'âge d'or d'une société nouvelle », que ce film nous raconte.

Comme on le voit, par delà la diversité des sujets abordés, chacune de ces vidéos (VHS-SECAM couleurs), qui dure en moyenne une heure trente et coûte aux environs de 160 F (2), s'inscrit dans la même démarche.

« Cultures et mémoires collectives sont dangereusement soumises au rouleau compresseur des industries médiatiques. Une résistance est indispensable afin de sauvegarder le lien avec un passé récent autant

que pour tendre à la maîtrise de nos destinées. Modestement, ce catalogue de films vidéos se propose de participer à cette résistance-là... », écrivent les animateurs de LGV Productions au verso de leur catalogue.

Pour sûr, ces quatre films participent bel et bien de cette résistance !

Mieux, leur prochain film (déjà tourné et actuellement au montage) étant consacré à *Bonaventure : une école libertaire dans la France de 1994*, ils démontrent, si besoin en était, que la résistance peut se conjuguer aussi bien au passé qu'au présent et que de ce fait elle entretient tout à la

fois les portes de la mémoire et celles de l'espoir.

Merci de cette démonstration, camarades !

Jean-Marc Raynaud

(1) LGV Productions, Les Ginestes, 81350 Crespin.

(2) *Déjeuner sur l'herbe, Noces d'or et Barcelone 1942* coûtent 159 F et *Cailhol : peintre et sculpteur* coûte 179 F. Ajoutez 25 F de frais de port pour une cassette et 40 F pour deux à quatre cassettes.

Les cassettes de LGV Productions sont en vente à la librairie du Monde Libertaire.

RENDEZ-VOUS

GAP
Un compagnon vend *le Monde Libertaire* chaque samedi de 11 h à 12 h, place Jean-Marcellin à Gap. Pour contacter la FA sur Gap, écrivez aux Relations Intérieures.

GRENOBLE
Le groupe Jules-Vallès de la FA communique : « L'exposition "Femmes révolutionnaires", prêtée par le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne, se tiendra du 1^{er} au 12 mars à la Maison du Tourisme, Bibliothèque du centre-ville, 1^{er} étage. »

TOULON
Un collectif libertaire s'est formé sur Toulon. Des permanences ont lieu le mercredi de 16 h 30 à 18 h et le samedi de 15 h à 18 h au 2, rue Francis-de-Présencé (prolongement de la rue des Boucheries, près de la cathédrale). Lors de ces permanences, vous pourrez rencontrer des militants des groupes toulonnais de la FA : Nada et Région-toulonnaise, du groupe FA de la région brignolaise, de la liaison FA Pais del Maures (Carnoules/Pignans), ainsi que de la CNT. Par ailleurs, une bibliothèque et une table de presse seront à votre disposition. Pour toute correspondance : ACL, BP 6081, 83065 Toulon cedex.

PARIS/MONTREUIL
Le groupe Alliance (20^e arrondissement) vend *le Monde Libertaire* au marché aux puces de Montreuil (M^e Porte-de-Montreuil) le dimanche à partir de 11 h 30.

Pour « le Monde libertaire », un soutien efficace : l'abonnement !

NOUVEAUTÉ

Volonté anarchiste n° 43

« Appels aux travailleurs algériens » de Saïl Mohamed
Textes recueillis et présentés par Sylvain Boulouque

Prix : 25 F (+ 4 F de frais de port)

Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris

(chèque à l'ordre de Publico)

ASH, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony

(chèque à l'ordre d'ASH)

SOMMAIRE

Page 1 : Balladur - Rocard blanc bonnet et bonnet blanc (suite p. 3), CEG-ALsthom : « Nous sommes dehors mais debout ! » (suite p. 2).
Page 2 : CEG-ALsthom : « Nous sommes dehors mais debout ! » (suite de la « Une »).
Page 3 : Balladur - Rocard blanc bonnet et bonnet blanc (suite de la « une »), Yves Loviconi dans les méandres de la Justice, Infos FA.
Page 4 : Nos ha dejado Federica, A toi... Charles, Nouvelles du front.
Page 5 : RAF : béton à vie ?, Espagne, Italie, Contre toute inter-

vention de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine, Rendez-vous belges.
Page 6 : Le nucléaire de 1994 vu sous l'angle de 1974, Les problèmes « annexes » de prolifération liés au nucléaire, Exhibition d'uniforme, Associations.
Page 7 : Blues et printemps, « Les Flamme de mon âge », L'art est-il libertaire ?, Signes et langages, Sélection RL.
Page 8 : Bref voyage au pays rare d'une petite maison de production pas tout à fait comme les autres, Rendez-vous.